

PYRAMIDES DE CHAUSSURES

DOSSIER DE PRESSE

23 SEPT. 2023

PARIS - LYON - NICE

#STOPBOMBINGCIVILIANS



PLUSIEURS DÉCENNIES D'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA PROTECTION DES VICTIMES DES CONFLITS ARMÉS

1982

Il y a plus de 40 ans, un profond sentiment de révolte face à la détresse de milliers de Cambodgiens victimes de mines antipersonnel fait naître chez les fondateurs de Handicap International la volonté farouche de les aider à se « remettre debout ». La fabrication et la pose de prothèses permettent d'apporter des solutions aux victimes mais n'enrayent pas les causes de ces drames : il devient évident qu'il faut agir au plus vite pour bannir ces armes.

1992

Forte de son expertise de terrain, Handicap International fonde, avec cinq autres ONG, la Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel (ICBL).

1997

Au terme de cinq années militantes marquées par la mobilisation conjointe de la société civile, des ONG et de certains États, le Traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel est signé. Les États parties s'engagent à ne plus utiliser, produire, stocker ou commercialiser ces armes destructrices, mais aussi à déminer les pays affectés pour que les populations puissent y vivre en sécurité. La même année, Handicap International reçoit, avec ICBL, le prix Nobel de la paix pour sa contribution dans cette avancée capitale.

2019

Le processus diplomatique contre les armes explosives en zones peuplées est lancé. **70 États** décident de s'engager pour la protection des civils et d'élaborer le texte d'un accord international.

2015

Alors que les guerres ont pris place au cœur des villes, Handicap International ne relâche pas le combat et s'attaque à la pratique de plus en plus répandue des bombardements massifs dans des zones urbaines. Il ne s'agit plus d'interdire une arme mais d'en encadrer les pratiques, responsables de la mort de milliers de civils et de la destruction d'infrastructures vitales. Au sein du réseau international contre les armes explosives INEW (créé en 2011), destiné à faire interdire l'usage des armes explosives en zones peuplées, HI et 19 autres ONG se mobilisent contre ces pratiques militaires intolérables.

2008

Une nouvelle fois, la mobilisation citoyenne permet de faire pression sur les États pour aboutir, en décembre 2008, à la signature du Traité d'Oslo, interdisant les BASM.

2003

Le combat de Handicap International s'étend à la lutte contre les bombes à sous-munitions (BASM), dont 97 % des victimes sont des civils.

NOVEMBRE 2022



Reconnaissant les conséquences humanitaires dévastatrices des bombardements et des pilonnages des villes, 83 États adoptent la Déclaration politique lors de la conférence de Dublin, le 18 novembre 2022.

Ils s'engagent ainsi à modifier et partager leurs politiques et pratiques militaires, avec pour principal objectif la restriction drastique de l'usage des armes explosives lourdes et imprécises dans les villes. Tout en faisant évoluer leurs pratiques, les États s'engagent, dans le même temps, à fournir, faciliter et financer durablement l'assistance aux victimes et aux communautés touchées.

« BOMBARDEMENT DES CIVILS : IL EST URGENT DE PASSER DE LA PAROLE AUX ACTES »

La fin de l'année 2022 a été marquée par une belle victoire diplomatique : à Dublin, le 18 novembre, 83 États ont adopté une Déclaration politique pour une meilleure protection des civils contre l'utilisation des armes explosives dans les zones peuplées.

Pour Handicap international et pour les 19 autres ONG qui ont activement contribué à son contenu, l'adoption de ce texte ambitieux est historique. Il marque la reconnaissance de l'ampleur inacceptable des dommages causés aux civils par les bombardements urbains. Il engage les États signataires à cesser d'utiliser les armes les plus destructrices dans les villes, à revoir leurs pratiques militaires concernant l'utilisation des armes explosives pour mieux protéger les civils, et à améliorer l'assistance aux victimes. La campagne de la société civile contre les bombardements et le pilonnage des zones peuplées n'a toutefois pas pris fin avec la conférence de Dublin. Il s'agit maintenant de suivre de près le respect de ces engagements.

Ce texte représente un espoir car les bombardements en zones urbaines représentent la principale menace contre les civils dans les conflits armés. 90 % des victimes sont des civils.

En 2022, 20 793 civils ont été victimes d'armes explosives en zones peuplées, un bond de 83 % par rapport à l'année 2021. Cette hausse effrayante, liée en grande partie à la guerre en Ukraine, nous rappelle, plus que jamais, l'urgence d'agir.

Les bombardements massifs et disproportionnés causent un schéma de souffrances récurrent pour les civils : blessures physiques et psychologiques, déplacements massifs de populations, destructions d'infrastructures et contamination des sols par les restes explosifs pendant des générations...

Cette année, à l'occasion de sa 29^e Pyramide de chaussures, Handicap International appelle les États, notamment la France, à joindre les actes à la parole en mettant en œuvre les engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Dublin, et incite les États non signataires à adhérer à la Déclaration.

Nous ne devons pas nous habituer à cette intolérable litanie de chiffres, traduisant cette hécatombe annuelle parmi les civils. Derrière chacun d'eux, il y a des enfants, des femmes, des hommes, des vies brisées et saccagées. Nous ne nous résignons pas, à Handicap International, et nous poursuivons notre mobilisation pour la protection des civils touchés par les conflits, à la fois sur le terrain diplomatique, et en apportant notre aide aux populations touchées par les conflits armés dans de nombreux pays dans le monde.



ANNE HÉRY,
DIRECTRICE DU PLAIDOYER
DE HANDICAP INTERNATIONAL

LES 29^{ES} PYRAMIDES DE CHAUSSURES

HANDICAP INTERNATIONAL *ORGANISE LA 29^E ÉDITION* *DES PYRAMIDES DE CHAUSSURES*

Les 22 et 23 septembre prochains, les emblématiques Pyramides de chaussures sont de retour ! Handicap International invite les citoyens à Paris, Lyon et Nice à venir lancer une paire de chaussures, en signe d'indignation contre les bombardements des civils.

Cette 29^e édition arrive dans un contexte de hausse record du nombre de victimes de bombardements : les derniers chiffres publiés dans le tout premier rapport de l'Observatoire des armes explosives font état d'une hausse de 83 % du nombre de victimes civiles des armes explosives entre 2021 et 2022, notamment en raison des conflits en Ukraine, en Syrie, en Éthiopie, au Myanmar et en Somalie.

Tant que des pratiques militaires intolérables continueront de faire des victimes civiles, l'engagement citoyen sera indispensable pour faire pression sur les gouvernements et leur montrer que la colère ne faiblit pas. Handicap International compte sur chacun pour faire naître une mobilisation citoyenne de grande ampleur.

LES VILLES CONCERNÉES

Les Pyramides auront lieu simultanément à Lyon, Paris et Nice, le 22 septembre pour une journée dédiée aux scolaires, et le 23 septembre pour le grand public.

En parallèle de ce temps fort, Handicap International travaille à la mise en place pour 2024 d'une tournée de sensibilisation organisée tout au long de l'année : l'occasion de rencontrer ses donateurs et sympathisants, mais aussi les publics scolaires en portant haut et fort le combat pour développer l'engagement et l'éducation citoyenne, et aller vers d'autres victoires diplomatiques !



LA PYRAMIDE DE CHAUSSURES, SYMBOLE HISTORIQUE DE L'INDIGNATION FACE À « LA GUERRE DES LÂCHES »

En 1995, la campagne contre les mines est lancée depuis trois ans mais il manque à Handicap International le soutien de l'opinion publique et des médias. L'association décide alors d'inviter les citoyens à venir ériger des Pyramides de chaussures, pour témoigner de leur engagement et de leur soutien aux victimes de mines. Les chaussures deviennent un symbole fort, celui des corps mutilés, des vies brisées ou perdues à cause de cette « arme des lâches ».

© JOHN RODSTED

PYRAMIDES DE CHAUSSURES | PARIS, PLACE DU TROCADERO, 1997

LE PROGRAMME

En plus d'être invités à lancer une paire de chaussures sur la Pyramide pour soutenir les victimes de guerre, les visiteurs seront plongés au cœur d'une expérience immersive. À travers une scène de chaos, une place publique jonchée de restes explosifs de guerre et de gravats, des démonstrations de déminage, de la réalité virtuelle, ou encore la possibilité de suivre un tracé en prothèses ou en fauteuil, chacun sera amené à s'imaginer le parcours d'une victime et comprendre comment, après un bombardement, Handicap International intervient pour venir en aide aux victimes et les aider à se reconstruire.

Le combat du plaidoyer mené par l'association sera particulièrement mis à l'honneur lors de cette 29^e édition.

Plongés en immersion au sein d'un espace dédié, les visiteurs découvriront à travers des images, des vidéos et des sons toutes les étapes ayant permis d'arriver à des victoires diplomatiques majeures telles que le Traité d'Ottawa, ou plus récemment, la Déclaration de Dublin. Les visiteurs pourront également agir en signant la pétition *Stop bombing civilians*, qui vise à interpeler les États sur les effets dévastateurs pour les civils de l'utilisation des armes explosives en zones peuplées.



**Apporter
ses chaussures,
un geste écoresponsable**

Cette année encore, Handicap International est en partenariat avec la Fédération française de la chaussure et Refashion, acteur clé du recyclage textile. Les chaussures en bon état seront vendues dans des boutiques solidaires, les autres serviront à fabriquer de nouvelles matières premières ou de nouveaux objets, et la partie non recyclable deviendra un combustible alternatif utilisé comme énergie.

Toutes les chaussures collectées feront l'objet d'une traçabilité, permettant de suivre leur nouveau parcours.

DÉCLARATION CONTRE LES BOMBARDEMENTS EN ZONES PEUPLÉES : PASSER DE LA PAROLE AUX ACTES

L'ADOPTION DE LA DÉCLARATION POLITIQUE EN NOVEMBRE DERNIER DOIT À PRÉSENT ÊTRE TRADUITE PAR DES ENGAGEMENTS CONCRETS DES ÉTATS.



LE PROCESSUS DIPLOMATIQUE : LE COMBAT CONTINUE

2015

GENÈSE DU COMBAT

En 2015, témoins jour après jour des conséquences des bombardements massifs et disproportionnés sur les civils, Handicap International et 19 ONG se mobilisent au sein du collectif INEW (créé en 2011), afin d'agir sur le plan politique pour enrayer l'incroyable escalade des victimes civiles.

Le collectif défend alors l'idée d'une déclaration politique des États destinée à encadrer et limiter drastiquement l'usage des armes explosives en zones peuplées, reposant sur deux piliers essentiels :

1 | STOPPER L'UTILISATION DES ARMES LES PLUS DESTRUCTRICES DANS LES VILLES

Armes au périmètre de destruction étendu (ex. : bombes aériennes, obus d'artillerie), armes imprécises par nature (ex. : mortiers), armes dispersant de multiples munitions sur une zone (ex. : lance-roquettes multiples dits « Grad »).

2 | CONTRAINDRE LES ÉTATS À UN DEVOIR DE RÉPARATION

Obliger les États à soutenir dans la durée les populations civiles touchées par les bombardements et accompagner le long travail de déminage des villes.

NOVEMBRE 2022

CONFÉRENCE D'ADOPTION DE LA DÉCLARATION

Reconnaissant les conséquences humanitaires dévastatrices des bombardements et des pilonnages des villes, 83 États adoptent, le 18 novembre 2022 à Dublin, une déclaration politique historique visant à mieux protéger les civils de l'utilisation des armes explosives en zones peuplées.

Parmi ces États signataires, certains, à l'instar des États-Unis, ont une activité militaire importante dans le monde. Cette reconnaissance officielle du lourd tribut causé aux civils par les bombardements et les tirs d'obus dans les villes et les villages, ainsi que l'ensemble des engagements opérationnels très concrets pris par les États, sont porteurs d'espoir pour l'avenir.

MARS À JUIN 2022

REPRISE DU PROCESSUS DIPLOMATIQUE

Après un coup d'arrêt dans les négociations en raison de l'épidémie de Covid-19, le processus diplomatique reprend. Un grand nombre d'États se réunissent en juin 2022 pour finaliser le texte de l'accord.

OCTOBRE 2019

CONFÉRENCE DE VIENNE : UN PREMIER TOURNANT HISTORIQUE

Alep, Raqqa, Mossoul, Idlib, peu à peu, l'actualité a donné raison aux dizaines d'acteurs de la société civile mobilisés. Plusieurs États se saisissent alors du sujet et reconnaissent l'urgence d'agir.

À l'issue de la Conférence internationale de Vienne, 84 États se disent favorables à un accord, dont la France.

ET MAINTENANT ?

OCTOBRE 2023

CONFÉRENCE INTERNATIONALE POUR L'ASSISTANCE AUX VICTIMES - CAMBODGE

Du 17 au 19 octobre 2023 au Cambodge, la Conférence internationale pour l'assistance aux victimes de mines antipersonnel sera l'occasion pour les États signataires du Traité d'Ottawa de faire le point sur l'aide apportée aux victimes de mines et d'engins non explosés.

FIN 2023

CONFÉRENCE NATIONALE HUMANITAIRE - PARIS

De nouvelles échéances politiques et diplomatiques sont à venir : en France, la Conférence nationale humanitaire (CNH), organisée d'ici fin 2023, sera l'occasion pour la France de présenter sa nouvelle stratégie humanitaire sur les quatre prochaines années.



DÉCLARATION DE DUBLIN : QUELLE ÉTAIT LA POSITION FRANÇAISE ?

La France a activement participé au processus diplomatique et est devenue l'un des États moteurs dans les discussions sur le sujet. Pourtant, dès le lancement des négociations diplomatiques fin 2019, Handicap International s'était inquiétée de la position française.



Dans ses premières contributions au texte de la Déclaration politique, la France avait en effet minimisé le caractère systémique et spécifique des dommages humanitaires causés aux civils et aux infrastructures vitales par la seule utilisation des armes explosives « à large rayon d'impact » dans les zones peuplées.

La France a proposé des solutions pour améliorer le cadre existant (doctrine, règles d'engagement, formation, processus de ciblage...), mais notre réseau d'ONG s'est longtemps inquiété de son opposition totale (en lien avec plusieurs de ses alliés) à tout engagement formel visant à « éviter l'usage d'armes explosives à large rayon d'impact en zones peuplées » comme demandé par le CICR, l'ONU et l'ensemble de la communauté humanitaire.

Pour autant, dans la dernière ligne droite, la France, comme les États-Unis et une majorité d'États européens, a fini par adhérer à la version finale du texte et à des engagements ambitieux, dans un contexte diplomatique et citoyen profondément marqué par la situation vécue par les civils en Ukraine.

DOSSIERS SYRIE





**« L'IMPACT DÉVASTATEUR
DU CONFLIT, ASSOCIÉ À LA
SURVENUE DE TREMBLEMENTS
DE TERRE, A ENTRAÎNÉ UNE
PAUVRETÉ GÉNÉRALISÉE ET
UN SENTIMENT DE DÉSESPOIR
AU SEIN DE LA POPULATION. »**

TIMOTHY ROBERTS

Responsable des opérations de déminage en Syrie

CAMP DE DÉPLACÉS DU GOUVERNORAT D'IDLIB

Rarad, 10 ans, amputée de la jambe gauche suite au bombardement de sa maison. D'abord dépendante de l'aide de ses parents, elle peut aujourd'hui se déplacer seule grâce aux béquilles qu'elle a reçues. Elle souhaite maintenant pouvoir bénéficier d'une prothèse pour se déplacer sans béquilles et jouer à nouveau librement avec les autres filles du camp.

INTERVIEW

Après 12 ans de guerre, comment décririez-vous la situation actuelle en Syrie ?

Après 12 ans de guerre, la Syrie vit une situation de crise qui a profondément affecté la vie de la population, en particulier dans le Nord-Est de la Syrie. Le conflit prolongé a rendu la vie des Syriens de plus en plus difficile, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur pays. L'impact dévastateur du conflit, associé à la survenue de tremblements de terre, a entraîné une pauvreté généralisée et un sentiment de désespoir au sein de la population. Malgré des besoins urgents et immenses, la crise a malheureusement disparu de l'actualité et les niveaux de financement ne permettent pas de répondre de manière adéquate aux besoins croissants.

La poursuite des hostilités, le déclin économique, une crise des réfugiés d'envergure mondiale et le fardeau supplémentaire de la pandémie de Covid-19 ont entraîné une très grande précarité de la population. Au cours de la dernière décennie, les Syriens ont enduré d'immenses souffrances. **Actuellement, plus de 15,3 millions de personnes ont besoin d'une forme d'assistance, tandis qu'environ 12,1 millions de personnes luttent pour satisfaire leurs besoins fondamentaux.**

Par ailleurs, le prix des produits de base a plus que doublé au cours de la seule année écoulée et le taux de change s'est détérioré par rapport au dollar, exacerbant l'insécurité alimentaire de la population syrienne. Environ 60 % de la population du Nord-Est du pays n'a pas d'accès régulier à une alimentation suffisante et on estime que 90 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Quels sont les risques auxquels les civils sont exposés dans leur vie quotidienne ?

L'un des principaux risques est la présence de dangers explosifs dans tout le Nord-Est de la Syrie. L'utilisation généralisée de divers types d'armes, y compris les engins explosifs improvisés (EEI), les mines terrestres et les restes explosifs de guerre (REG), a entraîné une contamination massive.

On estime que 10,2 millions de civils vivent dans des zones signalant la présence de dangers explosifs. **L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions a enregistré 11 000 victimes de mines et de restes explosifs de guerre en Syrie entre 2011 et 2021**, mais le chiffre réel est probablement beaucoup plus élevé. Un grand nombre de ces victimes a été causé par des engins improvisés activés par les victimes.

Quel est l'impact de la contamination par des engins explosifs en Syrie ?

Les combats au sol, les bombardements et les frappes aériennes ont endommagé les installations médicales, les marchés, les écoles et les camps de déplacés, entraînant la perte de vies civiles. En outre, ces attaques ont gravement perturbé l'accès aux ressources essentielles telles que la nourriture, l'eau, les soins médicaux et un logement adéquat. Au fil des ans, les hostilités intenses ont coûté la vie à plus de 300 000 personnes et ont entraîné des déplacements massifs. On estime que plus de 6,8 millions de Syriens ont été déplacés à l'intérieur du pays, une grande majorité d'entre eux résidant dans

des campements informels ou des camps avec un accès limité aux services de base. Ces conditions de vie sont loin de répondre aux besoins les plus élémentaires.

La présence de dangers explosifs aggrave encore la situation humanitaire déjà désastreuse. Chaque engin explosif représente un risque important, entraînant des pertes civiles et exacerbant les vulnérabilités des populations touchées. **La présence de restes explosifs de guerre (REG) entrave l'accès à l'aide humanitaire, aux services de base et aux moyens de subsistance, intensifiant ainsi la crise humanitaire dans son ensemble.** En outre, le fait que les restes explosifs de guerre puissent être réutilisés pour produire des engins explosifs improvisés (EEI) ajoute à l'urgence du problème.

Le Nord-Est de la Syrie est fortement contaminé dans divers secteurs, notamment l'agriculture, l'eau et les bâtiments. La région est très vulnérable aux effets du changement climatique en raison de sa forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, de la mauvaise gestion à long terme des ressources en eau, de la destruction des infrastructures essentielles et des déplacements de population provoqués par le conflit qui dure depuis plus de dix ans. Avec l'augmentation prévue de la fréquence et de l'intensité des sécheresses, le Nord-Est de la Syrie risque d'être confronté à des défis humanitaires à long terme liés à l'eau et à l'approvisionnement en nourriture. Il est essentiel de reconnaître l'interaction complexe entre les efforts de réhabilitation et de reconstruction dans le traitement de ces questions.



TIMOTHY ROBERTS

RESPONSABLE
DES OPÉRATIONS
DE DÉMINAGE
EN SYRIE

Originaire d'Afrique du Sud, Timothy Roberts a près de 20 ans d'expérience dans le domaine de l'action contre les mines, dont 10 ans passés sur le terrain dans différents pays. Depuis 2022, Timothy a rejoint Handicap International en tant que spécialiste technique des opérations de déminage pour le programme de remise à disposition des terres dans le Nord-Est de la Syrie. En plus de renforcer les capacités de l'action contre les mines, Timothy orchestre les opérations de déminage des munitions explosives sous-marines, récemment lancées par Handicap international dans les principaux cours d'eau contaminés du Nord-Est syrien.

APRÈS 12 ANS DE CRISE, ÉTAT DES LIEUX D'UNE SYRIE DÉVASTÉE

L'impact des armes explosives

Tirs de mortier, de roquettes, de missiles, d'engins explosifs improvisés, « bombes-barils » larguées par hélicoptère, bombes à sous-munitions... Cela fait 12 ans que la Syrie est dévastée par les armes explosives. Entre 2011 et 2020, 92 832 morts et blessés à cause de la violence liée aux armes explosives ont été enregistrés, dont 84 % de civils¹. Au cours de la dernière décennie, il s'agit de l'État le plus touché par les armes explosives.

Aujourd'hui, la violence est toujours palpable sur le territoire : d'après les derniers chiffres, la Syrie est l'un des pays qui a compté le plus de victimes civiles des armes explosives en 2022, derrière l'Ukraine et l'Afghanistan².

Il faudra des générations pour que la Syrie devienne sûre

La Syrie est un cas à part en matière de contamination. Après 12 ans de conflit, tout le spectre des armes explosives contamine le territoire : bombes non explosées, restes de bombes explosées, armes improvisées, mines improvisées, pièges explosifs... Les zones urbaines ou périurbaines sont les plus touchées, c'est donc dans les villes que l'on peut retrouver la plus grande diversité d'armes explosives. Or, il est particulièrement ardu

de déminer les zones urbaines lorsque les gravas jonchent le sol et se mêlent aux explosifs non explosés et aux pièges explosifs laissés par les belligérants.

Aujourd'hui, on estime qu'entre 100 000 et 300 000 engins explosifs³ n'ont pas explosé en Syrie, ce qui constitue une menace active d'explosions dans les zones contaminées. Alors que l'on sait qu'au Laos, 50 ans après la guerre du Vietnam, il faut encore déminer le territoire, on comprend avec effroi les conséquences à très long terme de l'usage des armes explosives. Après chaque conflit armé, les moyens financiers et humains déployés pour mettre en place des opérations de déminage et d'éducation aux risques sont colossaux.

Une population blessée, traumatisée, déplacée

Le quotidien de la population syrienne est marqué par un danger omniprésent. En moyenne, une personne sur deux est exposée à une contamination par les munitions explosives, et un accident est enregistré toutes les 20 minutes³. Plus d'un tiers des victimes d'engins explosifs sont décédées. Lorsqu'elles ne tuent pas, les armes explosives brisent la vie de milliers de civils et de leurs familles : parmi les survivants⁴, deux personnes sur trois sont handicapées à vie, et une personne sur trois a dû être amputée d'un membre⁵.



Les morts, les blessés et les familles déchirées qui se comptent aujourd'hui par dizaines de milliers vont avec leur lot de traumatismes psychologiques, de déplacements forcés et une pauvreté croissante.

« Quand je suis sortie du coma, mes brûlures et ma jambe me faisaient terriblement souffrir. Mais cette douleur n'était rien comparée à celle que j'ai ressentie lorsque j'ai appris que quatre de mes enfants avaient péri. Je n'avais pas pu les protéger. »

Wafa, 42 ans, originaire de Homs, a eu la jambe gauche brisée lors d'un bombardement en juillet 2012. Un an plus tard, son mari a été tué lors d'une attaque. Elle est aujourd'hui réfugiée en Jordanie.

La difficile reconstruction d'une Syrie ravagée après des années de conflit

En 12 ans de conflit, plusieurs villes importantes comme Raqqa (2017), Alep Est (2016), Deraa (2018), Homs (2017), ou Ghouta Est (2018) ont été dévastées par les bombardements. Certaines villes ont été presque entièrement détruites. À Raqqa, 80 % des infrastructures ont été réduites à néant. Six ans plus tard, une grande partie de la ville est toujours en ruines. D'expérience, les équipes de Handicap International savent que la reconstruction du pays prendra du temps, car elle est multifactorielle.

« Lorsque nous pourrons parler de la reconstruction du pays, il faudra l'envisager sous un angle multiple : déminage bien sûr, mais également des soins à long terme pour les blessés, accompagnement des traumatismes psychologiques, restauration des relations entre les communautés qui ont pu s'affronter... Une chose est certaine, cela va prendre du temps. »

Myriam ABORD-HUGON, directrice du programme Syrie de Handicap International.

1. Entre 2011 et 2020, l'Action On Armed Violence (AOAV) a enregistré 92 832 morts et blessés dus à la violence explosive en Syrie, dont 77 535 civils (84 %).
2. AOAV. (2023). *Explosive Violence Monitor 2022*, 52p. www.aov.org.uk
3. Handicap International – *Humanity & Inclusion, Explosive ordnance in Syria: impact and required action*, 2022, 54p. www.hi.org
4. Le terme « survivant » désigne une femme, une fille, un garçon ou un homme qui a subi des blessures à la suite d'un accident causé par les engins explosifs et qui a survécu.
5. *United Nations Mines Action Service (UNMAS), Fact & figures. Victims of explosive ordnance accidents in Syria, May 2020.* www.humanitarianresponse.info



© HI PARTNERS

LE TREMBLEMENT DE TERRE DU 6 FÉVRIER 2023, OU L'AJOUT DU CHAOS AU CHAOS

Le tremblement de terre qui a frappé la Turquie et la Syrie le 6 février 2023 n'a fait qu'aggraver une situation déjà fragile pour la population du Nord-Ouest de la Syrie, déjà épuisée par 12 années de crises, de tragédies et par une exposition constante à la violence et au deuil. Le séisme a fait près de 6 000 morts dans ce pays.

« J'ai une expérience des urgences de guerre, et un tremblement de terre est peut-être plus terrifiant qu'un raid aérien. Il dure plus longtemps. Un raid aérien et une explosion ne durent qu'une ou deux secondes, vous êtes mort ou vous êtes vivant. Le tremblement de terre du 6 février a duré plus d'une minute. C'était vraiment effrayant. »

Amir (nom d'emprunt), directeur d'un hôpital orthopédique et de reconstruction dans la région d'Idlib.

Les éboulements des bâtiments ont blessé de nombreux habitants : syndrome d'écrasement, fractures complexes, muscles et tissus endommagés, menant parfois à des amputations pour les cas les plus graves. Nombreux sont ceux qui doivent aujourd'hui suivre des soins de rééducation sur le long terme pour retrouver leur mobilité. Un indispensable soutien psychologique a également dû être mis en place, face à une population en état de choc et désorientée.

En parallèle, les munitions explosives qui jonchaient les bâtiments, les rues et les cours d'eau ont probablement été déplacées par les répliques, potentiellement dans des zones qui n'étaient pas polluées auparavant. Cela a constitué une menace active pour la population dans les zones contaminées, mais aussi pour les sauveteurs, qui, focalisés sur la recherche des survivants, n'étaient pas toujours conscients du danger.

MOBILISATION & INTERVENTION

LES ACTIONS DE HANDICAP INTERNATIONAL *EN SYRIE*

En mai 2012, Handicap International a lancé sa réponse à la crise syrienne par des opérations dans les pays voisins – Liban et Jordanie – puis directement en Syrie quelques mois plus tard. Aujourd’hui, l’association gère, en Syrie, l’une des plus grandes missions humanitaires de l’histoire de l’organisation avec près de 335 salariés déployés sur place pour répondre aux besoins criants des populations locales.

DÉMINAGE ET RÉDUCTION DE LA VIOLENCE ARMÉE

Handicap International mène des opérations de dépollution en Syrie. Essentielles pour la sécurité des populations, ces actions sont particulièrement complexes en raison de l’ampleur, de la diversité des armes utilisées mais aussi des emplacements urbains de la contamination et des contraintes d’accès.

L’association déploie également des campagnes de sensibilisation aux risques liés aux munitions explosives auprès des populations pour leur apprendre à mieux se protéger et réagir, afin de prévenir les accidents et limiter les effets des engins explosifs. Ces programmes ont touché près de 1,9 million de personnes.

SANTÉ ET PRÉVENTION

En coopération avec des hôpitaux partenaires, Handicap International déploie des services de réadaptation auprès des victimes du conflit (rééducation, fourniture d’aides à la mobilité et de services d’appareillage). À cela s’ajoutent d’indispensables services de soutien psychosocial pour les personnes handicapées, blessées, déplacées ou réfugiées. L’association réalise également des activités de prévention des handicaps, et de sensibilisation aux maladies et à la santé maternelle et infantile.

FOCUS

LE DÉMINAGE *SOUS L’EAU*

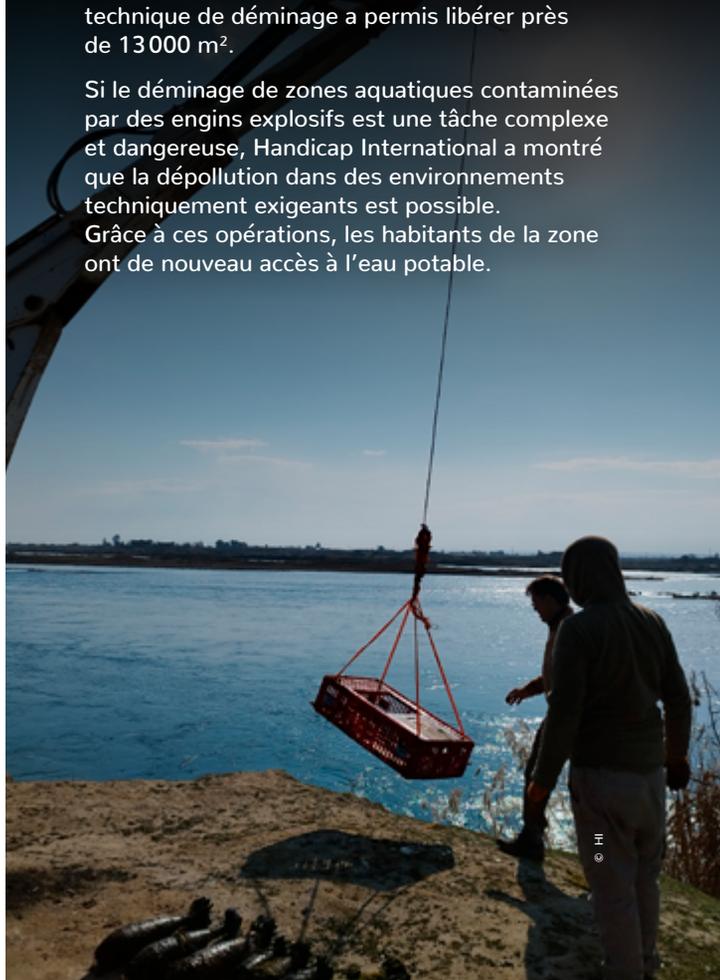
Le conflit en cours, additionné à des années de négligence, a décimé les infrastructures hydriques dans toute la Syrie. Tout effort de réparation est entravé par des munitions explosives abandonnées qui n’ont pas fonctionné comme prévu ou qui ont été jetées dans les nombreux fleuves, lacs et cours d’eau.

En 2023, les équipes de Handicap International ont débuté un projet de déminage sous l’eau à Raqqa. La technique de déminage sous-marin correspond à des opérations de déblayage des fonds marins afin d’éliminer les mines navales. Les armes explosives présentes dans les cours d’eau telles que les bombes, les roquettes ou les mines sont localisées, identifiées puis éliminées.

La première mission de dépollution sous-marine des équipes de déminage a été menée au début de l’année. Déployée sur une durée 9 jours, cette technique de déminage a permis libérer près de 13 000 m².

Si le déminage de zones aquatiques contaminées par des engins explosifs est une tâche complexe et dangereuse, Handicap International a montré que la dépollution dans des environnements techniquement exigeants est possible.

Grâce à ces opérations, les habitants de la zone ont de nouveau accès à l’eau potable.



PROTÉGER LES CIVILS DES BOMBARDEMENTS : UN ENJEU HUMANITAIRE PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ

Idlib, Sanaa, Raqqa, Mossoul, Donetsk, Gaza, Marioupol... Ces villes martyres des bombardements symbolisent les pratiques inacceptables des conflits actuels aux lourdes conséquences sur la vie des civils. Plus de 280 000 victimes civiles en 11 ans, et autant de familles brisées.

Quand les armes explosives sont utilisées en zones peuplées, 90 % des victimes sont des civils. Les armes explosives tuent et blessent les civils, provoquent des traumatismes psychologiques lourds, détruisent des infrastructures vitales comme des écoles, des centres de santé, des routes, etc. et forcent les populations à fuir. Les bombardements laissent également derrière eux des restes explosifs de guerre qui menacent la vie des civils longtemps après les combats.

LES EFFETS DÉVASTATEURS SYSTÉMIQUES DES ARMES EXPLOSIVES DANS LES VILLES

ONG, Organisation des Nations Unies, Comité international de la Croix-Rouge et experts militaires ont minutieusement démontré le caractère systémique des effets dévastateurs causés par l'utilisation d'armes à large rayon d'impact dans les villes et les zones peuplées. Des villes comme Raqqa ou Mossoul, aujourd'hui presque entièrement détruites par les bombardements, sont la preuve que lorsque des armes explosives à large rayon d'impact sont utilisées dans des zones peuplées, les dommages collatéraux sont systématiquement disproportionnés.

« Les villes sont devenues l'épicentre des conflits armés. Il faut s'attaquer à la racine du problème : les bombardements urbains sont des pratiques d'un autre temps, de la même manière que les mines et les sous-munitions sont des armes du passé. Les armes explosives lourdes et imprécises n'ont pas leur place aux côtés des maisons, des écoles et des hôpitaux. »

Baptiste Chapuis, responsable de Plaidoyer à Handicap international

De lourds traumatismes pour les civils

Par leur effet de souffle et de fragmentation, ces armes créent des blessures complexes qui requièrent un accès immédiat à des soins médicaux et à une chirurgie traumatologique appropriée. De plus, elles nécessitent des soins médicaux postopératoires souvent complexes sur le long terme.

L'impossible retour des populations

L'usage des armes explosives est l'une des principales causes des déplacements de populations. Or, longtemps après la fin des conflits, les zones bombardées restent dangereuses pour les civils. La pollution des sols par les restes explosifs de guerre empêche le retour des populations chez elles. De plus, sans véritable perspective de reprise d'une vie économique (terres agricoles rendues inutilisables par les restes explosifs de guerre, villes presque entièrement rasées par l'intensité des frappes, infrastructures vitales détruites ou endommagées), les civils qui ont fui se retrouvent souvent sans possibilité de retour à une vie normale.



© T. NICHOLSON / HI

L'aide humanitaire empêchée

L'utilisation des armes explosives dans les villes empêche l'acheminement de l'aide humanitaire et met les travailleurs humanitaires en danger. Quand certaines villes comme Raqqa ou Mossoul sont presque entièrement détruites, l'accès humanitaire y est forcément contraint en raison du danger que représentent les restes explosifs de guerre. Par ailleurs, le déminage dans les villes, particulièrement complexe, peut rendre l'accès aux populations en détresse plus long.

L'ADOPTION DE LA DÉCLARATION POLITIQUE PAR 83 ÉTATS : VERS UNE MEILLEURE PROTECTION DES CIVILS

Après sept ans de lutte acharnée, Handicap International, aux côtés du Réseau international sur les armes explosives (INEW), des agences onusiennes, de la société civile et des délégations d'États est parvenue à aboutir à une Déclaration politique visant à mieux protéger les civils contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Reconnaisant les conséquences humanitaires dévastatrices des bombardements et des pilonnages des villes, 83 États ont adopté le 18 novembre 2022 à Dublin ce texte ambitieux, les engageant à :

- drastiquement restreindre toute utilisation d'armes explosives lourdes et destructrices dans les zones urbaines ;
- modifier leurs pratiques et doctrines militaires, et faire preuve d'une plus grande transparence sur leurs opérations militaires ;
- fournir, faciliter et financer durablement l'assistance aux civils, aux victimes et aux communautés touchés ;
- appeler leurs alliés et les autres États à rejoindre la Déclaration et à faire évoluer leurs pratiques.

Dans la lignée du Traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel ou du Traité d'Oslo sur les armes à sous-munitions, la Déclaration de Dublin est une victoire historique pour Handicap International. La reconnaissance officielle par un grand nombre d'États – dont certains actifs militairement, à l'instar des États-Unis – des souffrances humaines causées par les bombardements et les tirs d'obus sur les villes et les villages est porteuse d'espoir pour l'avenir. Il reste à continuer à inciter les États non signataires à adhérer à l'accord international.

Et après ?

Il est essentiel que les États signataires joignent désormais les actes à la parole, en élaborant des politiques au niveau national qui modifieront les pratiques sur le terrain. Handicap International continuera, sans relâche, de faire pression pour que des politiques et des mesures concrètes visant à restreindre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées soient appliquées.

Le bilan humanitaire de l'utilisation des armes explosives dans les zones peuplées est partagé par L'Observatoire des armes explosives, dont fait partie Handicap International. Chaque mois, l'Observatoire produit un bulletin qui fait état du nombre de victimes (blessés et décès) et des incidents affectant l'accès à l'aide humanitaire, l'éducation et les soins de santé dans tous les pays concernés.





© F.VERGNES / HI

3 FAMILLES D'ARMES EXPLOSIVES À BANNIR DES VILLES

PÉRIMÈTRE DE DESTRUCTION ÉTENDU

Comprend l'ensemble des armes dont la puissance destructrice à l'impact dépasse par nature la cible et menace de détruire des infrastructures vitales.



Exemple : OFAB 250-270

Longueur : 1456 mm Diamètre : 325 mm
Poids : 250 kg Portée : 3 km

La bombe OFAB 250-270 est une grosse bombe à fragmentation, chargée seule sur un avion. Elle est conçue pour toucher des cibles dispersées.

IMPRÉCISION INHÉRENTE À L'ARME

Comprend toutes les armes disposant d'un système de lancement indirect et imprécis.



Exemple : Mortier

Longueur : 155 cm Diamètre : 8,1 cm
Poids : 17 kg Portée : 3100 m

Le mortier est une pièce d'artillerie à tube court et à fort calibre dont les projectiles, par leur trajectoire parabolique, peuvent atteindre des objectifs masqués ou enterrés.

DISPERSION DE MULTIPLES MUNITIONS

Comprend tous les systèmes d'armement capables de disperser plusieurs munitions à la fois, et ayant la capacité de couvrir une très grande surface.



Exemple : Roquette Grad 2000 ou « Orgues de Staline »

Longueur : 287,5 cm Diamètre : 12,2 cm
Poids : 66 kg Portée : 40 km

La roquette Grad (grêle) est utilisée dans un lance-roquettes au sol ou installée sur un véhicule de combat pouvant lancer jusqu'à 40 roquettes non guidées en moins de 20 secondes.

L'UTILISATION MASSIVE D'ARMES INTERDITES

LES BOMBES À SOUS-MUNITIONS (BASM)

Une bombe à sous-munition se présente sous la forme d'un conteneur, largué par voie aérienne ou tiré par voie terrestre. Le conteneur s'ouvre dans les airs et éjecte un grand nombre de sous-munitions – des « bombelettes » – sur une très large zone. Chaque BASM peut contenir jusqu'à 600 sous-munitions. 5 à 40 % des sous-munitions n'explorent pas à l'impact, ce qui en fait des mines terrestres miniatures pouvant exploser à tout moment, dès la moindre manipulation. Ces restes explosifs constituent une menace pour les civils, parfois plusieurs dizaines d'années après un conflit.



Exemple : Lance-roquette multiple Smerch (9M55K) et sous-munitions 9N210

Portée : 20-70 km
Nombre de sous-munitions : 72

Les BASM ont été massivement utilisées pendant le conflit syrien et le sont encore aujourd'hui. Depuis 2012, la Syrie est le pays qui a enregistré, chaque année, le plus grand nombre de victimes annuelles des BASM. 4 318 personnes ont été tuées ou blessées par ces armes en près de 10 ans : ce chiffre comprend les victimes directes d'attaques et les victimes de restes non explosés.

MINES ANTIPERSONNEL

Particulièrement meurtrières, les mines antipersonnel sont conçues pour exploser du fait de la présence, de la proximité ou du contact d'une personne et destinée à mettre hors de combat, blesser ou tuer une ou plusieurs personnes. Les mines antipersonnel continuent de tuer et de mutiler bien après la fin des hostilités. Ce sont principalement les civils qui en subissent les terribles conséquences.



Exemple : PMN-2

Hauteur : 54 mm
Diamètre : 121 mm
Poids : 415 g

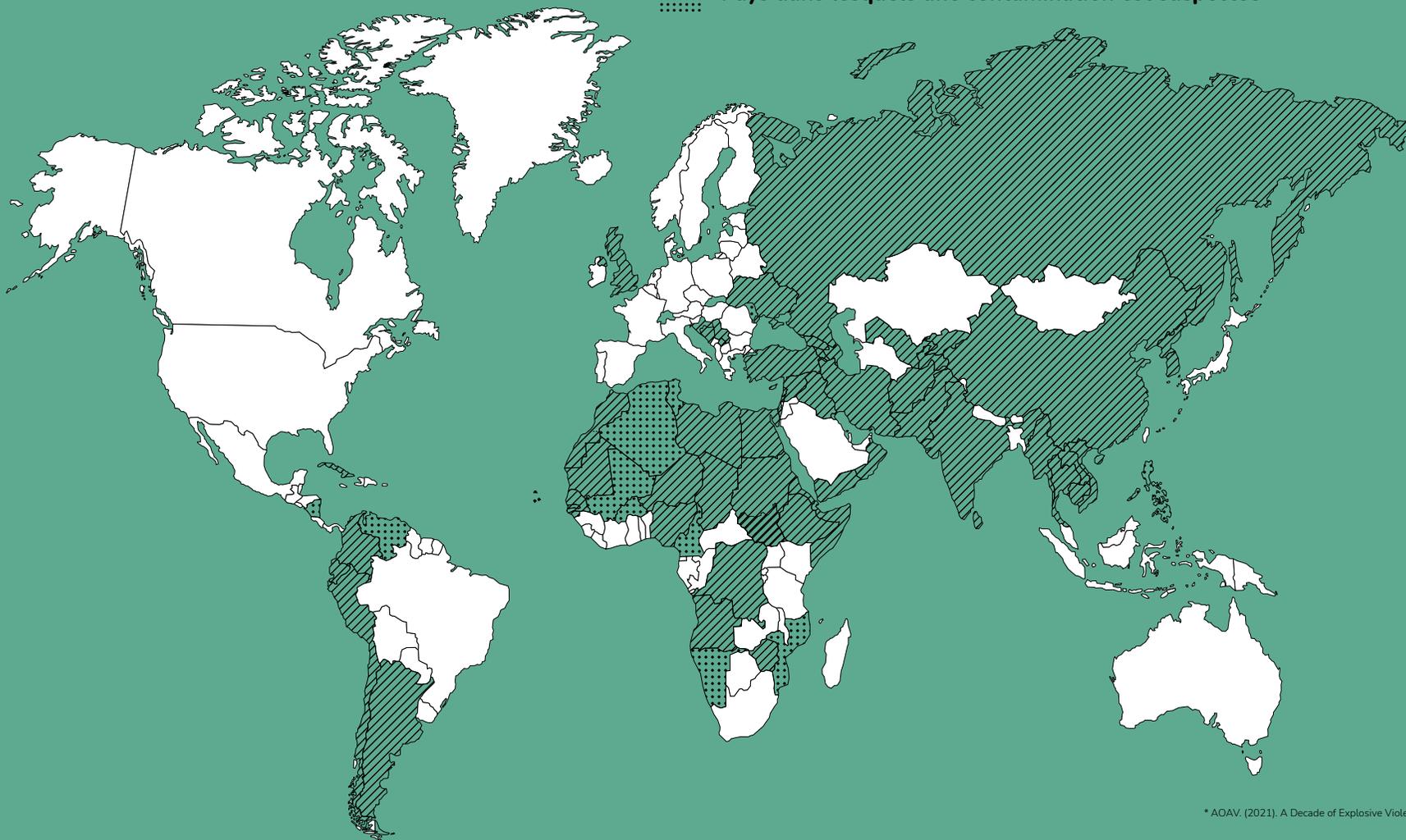
Depuis le début de la guerre civile syrienne en 2011, le nombre de victimes de mines et de restes explosifs de guerre en Syrie a massivement augmenté. Entre mars 2011 et avril 2023, 2 971 civils⁶, majoritairement originaire des provinces d'Alep et de Raqqa, ont été tués par l'explosion de mines antipersonnel dans des centaines d'incidents. Parmi ces victimes, un quart sont des enfants.

6. Syrian Network for Human Rights. (2023). *On the International Day for Mine Awareness and Assistance in Mine Action: Landmines Continue to Plague Large Areas of Syria and Threaten the Lives of Millions.*

LES MARQUES INDÉLÉBILES DES CONFLITS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

PAYS FRAPPÉS PAR LES ARMES EXPLOSIVES EN 2021*

- /// Pays et territoires contaminés par les mines antipersonnel, les bombes à sous-munitions et les restes explosifs de guerre
- Pays dans lesquels une contamination est suspectée



* OAV. (2021). A Decade of Explosive Violence Harm.

LES VILLES BOMBARDÉES

Théâtre des guerres urbaines de cette décennie, les villes sont le symbole du mépris le plus total pour la vie des civils. Dstructions d'infrastructures vitales, restes explosifs de guerre sous des mille-feuilles de gravats... Même après les conflits, les civils continuent à payer le lourd tribut des bombardements urbains.

IDLIB SYRIE

**IDLIB, VILLE DU NORD-OUEST DE LA SYRIE,
EST AU CŒUR DE VIOLENTS COMBATS
ET DE BOMBARDEMENTS DE CIVILS**

Idlib, ville du Nord-Ouest syrien et capitale du gouvernorat du même nom, est le théâtre de nombreux combats et bombardements massifs depuis le début de la guerre civile syrienne en 2011. À Idlib, l'année 2022 n'a pas fait exception ; la population a été la cible d'innombrables attaques et l'objet de graves exactions⁷. **En moyenne, neuf enfants par mois ont été tués ou blessés par des engins explosifs entre 2011 et 2019 en Syrie** dont la majorité se trouvait dans les gouvernorats d'Idlib et d'Alep.

Ces bombardements particulièrement meurtriers dans des zones civiles du Nord-Ouest de la Syrie continuent d'être perpétrés en 2023. Dans cette région de près de 4 millions d'habitants, 75 % de la population dépend de l'aide humanitaire et 1,6 million de personnes continuent de vivre dans des camps ou des habitations précaires⁸. Les civils de cette région, l'une des plus dangereuses et touchées en termes de pertes civiles, sont pris au piège et subissent quotidiennement des attaques aériennes.

7. Syrie. (2023). Human Rights Watch. | www.hrw.org

8. Zerrouky, M. (2022, 4 janvier). *En Syrie, la province d'Idlib de nouveau visée par des bombardements russes*. | [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr)

9. Hinnant, L., Stepanenko, V., & Chernov, M. (2023, 28 juin). *AP evidence points to 600 dead in Mariupol theater airstrike*. | apnews.com

10. Follorou, J. & Vincent, F. (2022, 22 mai). *Le combat russe pour la conquête de Marioupol, ville symbolique et stratégique*. | [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr)

11. Syrian Network for Human Rights. (2023). *On the International Day for Mine Awareness and Assistance in Mine Action: Landmines Continue to Plague Large Areas of Syria and Threaten the Lives of Millions*.



MARIOUPOL

UKRAINE

**LA CHUTE DE MARIOUPOL, VILLE STRATÉGIQUE,
EST UN SYMBOLE PUISSANT DU COMBAT RUSSE**

Située en Ukraine, Marioupol est une ville portuaire de l'oblast de Donetsk, région la plus touchée du pays en 2022. Ce port stratégique du Dombass a été assiégé par les forces russes et massivement bombardé. Le bombardement du théâtre de Marioupol le 16 mars 2022, responsable de la mort de 600 civils, représente l'incident explosif le plus dramatique de l'année 2022⁹. **Marioupol est en proie à un immense drame humanitaire.** Au 36^e jour de l'offensive militaire russe, la ville était déjà détruite à plus de 90 %¹⁰. Plus de 90 % de tous les hôpitaux et écoles de Marioupol ont été endommagés, et 40 % d'entre eux ont été complètement détruits selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU. Entre accès limité à la zone, impossibilité d'obtenir une aide vitale et privations de besoins vitaux et de communications, la situation humanitaire est désastreuse.



KABOUL

AFGHANISTAN

**À KABOUL, CAPITALE AFGHANE EN BUTTE
À DE VIOLENTS ATTENTATS, LES CIVILS SONT
EN DANGER PERMANENT**

En 2022, Kaboul recense le plus grand nombre de victimes civiles d'armes explosives au sein de son pays. 701 des 1 314 victimes afghanes sont des civils morts ou blessés dans la capitale. **L'Afghanistan est le 2^e pays le plus dangereux pour les civils dans le monde en 2022, derrière l'Ukraine¹¹.**

Un an après la prise de pouvoir par les Talibans, la situation humanitaire sur place ainsi que la condition des femmes et filles afghanes sont particulièrement inquiétantes. Tout au long de l'année 2022, Kaboul a été en proie à de nombreux attentats à l'encontre des civils, instaurant un schéma de terreur permanent dans la ville et dans le pays. Le 30 septembre 2022, un attentat kamikaze a été commis dans un centre d'éducation pendant le déroulement d'examens. Responsable de 168 victimes civiles, il est l'un des pires incidents explosifs de l'année.



LE MANDAT DE HANDICAP INTERNATIONAL

40 ANS DE COMBATS POUR RENDRE LE MONDE *PLUS SOLIDAIRE ET INCLUSIF*

Depuis 1982, Handicap International agit aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Dans 60 pays, nos équipes démontrent que des solutions sont possibles pour améliorer leurs conditions de vie, favoriser leur inclusion dans la société et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Aujourd'hui, l'association déploie 466 programmes d'action à travers le monde.



SECOURIR

Aide d'urgence aux populations victimes de guerre, de catastrophes naturelles et humanitaires.
Plateforme logistique.



INCLURE

Insertion sociale, scolaire et professionnelle, moyens de subsistance.
810 401 PERSONNES*



DÉFENDRE

Promotion et défense des droits des personnes handicapées et des victimes de guerre.



APPAREILLER

Prothèses et rééducation physique des personnes handicapées.
528 158 PERSONNES*



PROTÉGER ET DÉMINER

Déminage humanitaire, éducation aux dangers des mines antipersonnel et des armes explosives. Réduction des risques de catastrophes naturelles et adaptation au changement climatique, protection contre les abus et les violences, action humanitaire inclusive, genre et handicap.



SOIGNER

Prévention des handicaps, santé maternelle et infantile, soutien psychologique.
788 430 PERSONNES*

* Chiffres et données 2022

CONTACT PRESSE

Clara Amati
06 98 65 63 94
c.amati@hi.org

SUIVEZ-NOUS SUR

Facebook
Twitter
Instagram
LinkedIn

EN SAVOIR PLUS

handicap-international.fr
pyramides-de-chaussures.fr



handicap
international